

Table ronde

La région, ses défis et l'

Françoise DUMONT, vice-présidente de la LDH

En l'absence de Laurence Tubiana et de Hubert Vedrine, cette table ronde, animée par Michel Tubiana, donne lieu à un échange entre Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) du Maroc, et Kamel Jendoubi, président du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH). Précisons que cet infatigable opposant à Ben Ali, privé de son passeport tunisien en mars 2000, a été le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) de Tunisie.

Au cours de la table ronde, Driss El Yazami et Kamel Jendoubi sont revenus sur certaines évolutions qui ont profondément marqué le monde arabe au cours des dix dernières années et sur les questions posées par ces mutations. Ils ont aussi mis l'accent sur la nécessité, pour l'Union européenne, de changer de regard – et de politique – envers cette partie du globe.

La transition démographique

Dans la plupart des pays concernés par le printemps arabe, la société est fondamentalement jeune. Au Maroc, par exemple, 51 % des individus ont moins de 25 ans. En même temps, les chiffres montrent clairement que le pic du baby-boom est désormais atteint. De fait, ces pays connaissent aujourd'hui un taux de fécondité particulièrement bas, surtout dans les villes. Comme le soulignent d'ailleurs les travaux d'Emmanuel Todd, tous sont entrés dans une période de transition démographique, la Tunisie ayant été le premier pays à être confronté au phénomène. Par ailleurs, au cours des dernières années, l'urbanisation s'est accélérée, ce qui a contribué à un processus d'unification culturelle de la société. De telles évolutions ont évidemment de multiples conséquences en termes de comportements et d'aspirations personnelles. Ce décollage culturel donne lieu à des processus d'individualisation qui conduisent à rejeter toute forme d'allégeance à la famille ou aux traditions. Le mouvement déstabilise plus

particulièrement les rapports hommes-femmes et le système patriarcal. Il contribue à l'apparition des femmes en tant que force visible, alors que les inégalités entre les hommes et les femmes constituent un des traits les plus marquants de cette région.

Le naufrage du système éducatif

En 2000, le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD, confié à des chercheurs en sciences humaines et en économie originaires de différents pays arabes, insistait sur les difficultés rencontrées dans cette région, notamment à cause du naufrage du système éducatif. Qu'en est-il onze ans plus tard ?

Qu'il s'agisse du Maroc – qui avait beaucoup de retard – et surtout de la Tunisie, la grande majorité des jeunes est aujourd'hui scolarisée. Mais cette massification ne s'est pas accompagnée d'un véritable saut qualitatif du système éducatif. Au Maroc, par exemple, 200 000 jeunes quittent chaque année le système éducatif sans qualification et, d'une manière générale, celui-ci n'est pas adapté au marché du travail.

Au terme de leurs études, de nombreux diplômés se retrouvent donc au chômage et ils perçoivent leur entrée dans la fonction publique comme la seule issue possible. Dans les mois qui viennent, il est clair que ce problème du chômage des jeunes va être primordial dans toute cette région, et éventuellement susceptible d'entraîner des dérapages. Dans cet échange autour de l'éducation, la question de l'arabisation a été plusieurs fois

évoquée, y compris par la salle. Doit-on la rendre responsable du naufrage du système scolaire, comme on l'affirme parfois ? Les deux intervenants ont réfuté une telle explication, Kamel Jendoubi incriminant plutôt le manque de valorisation de l'éducation et la formation désastreuse des enseignants. Il cite en exemple l'Algérie à qui Nasser envoya comme enseignants des Frères musulmans, alors qu'en fait, il souhaitait surtout se débarrasser d'eux. Loin de susciter un affaissement du système éducatif, l'arabisation a même permis l'émergence d'une certaine élite arabophone qui veut accéder au pouvoir. A n'en pas douter, cette aspiration ne fera que s'affirmer.

L'Europe en profond décalage

Driss El Yazami a rappelé que jusqu'à présent, la politique mise en place par l'Europe était celle de « bon voisinage », politique qui se caractérise par un certain nombre de plans d'action, censés définir un ensemble de priorités et d'actions dans le domaine de la démocratisation, de l'Etat de droit et des droits de l'Homme. Pour lui, cette politique risque de continuer, avec sans doute peu de propositions nouvelles. Dans les faits, force est de constater, comme l'a souligné Kamel Jendoubi, que l'Europe s'est trouvée – et se trouve encore – en décalage avec ce qui se passe dans les pays arabes. Sans doute est-ce dû au fait que, sur le fond, elle a longtemps considéré qu'aucun pays arabe – à l'exception peut-être du Maroc – n'était susceptible d'évoluer et elle s'est

Europe

construite dans une totale indifférence par rapport à ces pays. Constat qui, d'ailleurs, interroge le processus de construction de l'Europe. De même, la façon dont l'Europe fut totalement inexistante dans le processus électoral en Tunisie est significative. Significatif aussi le silence de l'Union européenne lorsque la Tunisie, alors en plein bouleversement politique, a accepté d'accueillir, avec ses maigres moyens, des milliers de migrants libyens. Aujourd'hui, l'Europe doit revoir sa façon de penser le monde

arabe comme immuable ; elle doit aussi intégrer l'existence de quelque 400 à 500 millions d'individus et exister en tant qu'espoir démocratique.

Au chapitre des griefs envers l'Europe, le débat a fait apparaître d'autres craintes : l'Europe va-t-elle toujours sommer la Tunisie - ou la Libye - de jouer les gendarmes en matière d'immigration ? Va-t-elle tenter d'imposer ses modèles de libéralisation, notamment dans le secteur de l'agriculture ? En termes de démocratie - et parce que le danger « islamiste » est sans cesse mis en avant -, ne va-t-elle pas être plus exigeante avec ces pays qu'avec d'autres ?

Les droits de l'Homme au centre

Pour les deux intervenants, il est indispensable de prendre une certaine distance vis-à-vis des

Ce décollage culturel donne lieu à des processus d'individualisation qui conduisent à rejeter toute forme d'allégeance à la famille ou aux traditions. Le mouvement déstabilise plus particulièrement les rapports hommes-femmes et le système patriarcal.

événements et de se rappeler qu'il y a à peine un an, cette région était considérée comme figée, condamnée à rester a-historique. Toute possibilité d'évolution moderniste de ces sociétés était considérée comme exclue, tout comme il apparaissait comme impossible que le respect des droits de l'Homme puisse constituer une exigence. Aujourd'hui, tous ces présupposés sont battus en brèche, les droits de l'Homme sont mis au centre des revendications, et ils n'apparaissent plus comme une solution importée. En Syrie, on meurt tous les jours en leur nom, et ces droits sont en passe de devenir l'élément central d'un début de production d'une pensée politique, pour reprendre l'analyse de Kamel Jendoubi.

En ce qui concerne les élections tunisiennes, ce dernier a souligné que le succès d'Ennahdha est avant tout dû à la faiblesse des autres partis et à une sorte de prime accordée à ceux qui ont résisté à Ben Ali. Pourtant, selon lui, les points de faiblesse de ce parti ne vont pas tarder à apparaître, car il n'a pas vraiment de programme et sera sans doute mal à l'aise devant une conflictualité sociale très présente. Pour Kamel Jendoubi encore, c'est d'ailleurs l'ensemble des partis qui a encore du mal à penser le changement, parce que « *ce changement a été longtemps été rêvé, avant d'être pensé et vécu* ». De son côté, Driss El Yazami a mis en avant la nécessité d'une acuité du regard porté sur chacune des sociétés qui compose le monde arabe. Il faut, a-t-il dit, procéder à un repérage le plus fin possible des initiatives qui émergent en matière de défense des droits de l'Homme, mieux connaître les acteurs de ces sociétés et les rapports de force qui traversent ces dernières. Il faut aussi admettre l'idée que tous les pays concernés n'auront pas le même agenda de réforme, et qu'en tout état de cause cet agenda leur appartient! ●



© SYRIE-FRAMES-OF-FREEDOM